



Le maintien à domicile en Comminges Au service de l'intérêt général et des bénéficiaires ?

Le lundi 8 octobre, le Président du SICASMIR annonçait, qu'à partir de mars 2019, il n'y aurait plus de voitures de service (14 véhicules) pour le personnel du service de soins (auxiliaires de soins et infirmières coordinatrices). L'argumentaire avancé pour justifier ce choix est budgétaire... « *il manque du pognon* ». Il est à préciser que ce service est financé par l'ARS.

Pour le syndicat CGT du SICASMIR et les agents, la suppression du parc automobile est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Le véhicule de service est l'outil de travail ESSENTIEL pour ce personnel.

Les auxiliaires de soins ont un grand périmètre d'intervention avec un relief accidenté, et tournent tous les jours sur différents circuits (entre 15 et 80km par circuit).

Actuellement, par manque de véhicule, une grande partie du personnel du SICASMIR (tout le secteur aide à domicile) effectue, depuis plusieurs années, les déplacements professionnels avec leur véhicule personnel avec un remboursement kilométrique dérisoire (indemnisation entre 0,25ct et 0,35ct du km). Nous le dénonçons depuis des années mais il nous est toujours opposé la même réponse... on n'a pas d'argent et on ne peut pas faire autrement. Au vue de la conjoncture actuelle (prix du carburant, des assurances, de l'entretien etc...) il serait juste qu'il y ait une compensation financière plus importante couvrant les frais réels des agents.

Ce n'est pas aux agents de se payer leur outil de travail. Nous sommes déjà bien sympathiques de mettre nos véhicules personnel à disposition de la structure !

Jusqu'où vont aller les restrictions budgétaires ?

Tous les services sont impactés :

- CAJA en difficulté financière, suppression des mini bus envisagée . Ce qui signifierai la fermeture du service.
- Plusieurs agents administratifs non remplacés ce qui engendre un surplus de travail pour les autres et un épuisement professionnel.
- Non renouvellement des CDD et plus de 20 agents en moins depuis 2014.

Ce n'est pas aux agents du SICASMIR de payer les choix budgétaires de l'Etat !

Cette situation doit cesser, le SICASMIR est un service public et il se doit de mieux traiter ses agents et ses bénéficiaires !